

Études & Résultats

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



PANEL D'OBSERVATION DREES
des pratiques et des conditions d'exercice ORS
en Médecine Générale URPS Médecins
Libéraux

octobre
2021
numéro
1211

Crise sanitaire : un lien social maintenu fin 2020

Pour les Français interrogés dans le cadre du Baromètre d'opinion de la DREES fin 2020, le contexte de la crise sanitaire consolide le sentiment d'une forte solidarité entre générations. Dans le même temps, la crainte à l'égard d'une hausse des inégalités et de la pauvreté s'est généralisée dans la société.

Déjà avant la crise sanitaire, seuls environ 10 % des Français faisaient confiance au personnel politique en cas de crise sanitaire, loin derrière le crédit accordé aux journalistes (23 %) et surtout aux chercheurs et aux médecins (plus de 80 %). En 2020, six mois après le début de l'épidémie de Covid-19, 23 % estiment que la crise a été bien gérée par le gouvernement et 57 % qu'elle l'a bien été par les collectivités locales. La satisfaction vis-à-vis de la gestion de la crise est plus élevée chez ceux pour qui le sentiment de cohésion sociale et la confiance dans les canaux d'information sont forts.

Le soutien des Français à l'égard de l'intervention de l'État reste élevé et s'est même nettement renforcé pendant la crise sanitaire : alors qu'un Français sur quatre jugeait jusqu'en 2019 que l'État intervenait trop en matière économique et sociale, ce n'est plus le cas que d'un sur six en 2020.

Raphaël Lardeux et Claudine Pirus (DREES)

La confiance envers les institutions est essentielle en période d'épidémie, car l'efficacité des politiques sanitaires (confinement, port du masque, vaccination...) repose sur l'adhésion de la population. Durant la crise due à l'épidémie de Covid-19, une confiance élevée envers le gouvernement et ses représentants aurait ainsi favorisé le respect des politiques de distanciation sociale (Bargain et Aminjonov, 2020).

La crise sanitaire actuelle, et ses répercussions économiques et sociales, ont fortement éprouvé les liens sociaux et familiaux (Barhouni, *et al.*, 2020), notamment parmi les publics les plus isolés socialement, plus souvent à distance de l'action des pouvoirs publics ou moins en mesure de s'appuyer sur leur entourage (Fondation Abbé Pierre, 2021). Les premières études sur les conséquences de la crise soulignent une hausse des syndromes dépressifs (Hazo et Costemalle, 2021), du sentiment d'isolement (Lambert, *et al.*, 2020) et une dégradation de la santé mentale (Bergeat, *et al.*, 2021). Ce contexte influence les représentations de la société et les préférences sociales des individus. La confiance envers les institutions se serait ainsi dégradée en Europe¹ (Daniele, *et al.*, 2020) tandis qu'aux États-Unis, les populations qui vivent dans les régions les plus exposées à la Covid-19 sont particulièrement favorables à une extension de



1. Enquête menée en Italie, en Espagne, en Allemagne et aux Pays-Bas.

la protection sociale sur le long terme, au-delà de la période de crise (Rees-Jones, *et al.*, 2020).

Pour l'édition 2020 du Baromètre d'opinion de la DREES, 4 000 personnes ont été interrogées en face à face entre fin octobre 2020 et début janvier 2021 sur leur perception de la cohésion sociale², des inégalités et la confiance qu'elles accordent aux institutions. Cette enquête annuelle permet de comparer les réponses des enquêtés à la veille de la pandémie à celles recueillies à la fin de l'année 2020, durant le deuxième confinement, après plusieurs mois de crise sanitaire et sociale (encadré 1). Afin d'interpréter au mieux les réponses obtenues par rapport au contexte de crise, la plupart des questions ont été posées exactement dans les mêmes termes que les années antérieures et une série de questions portant spécifiquement sur la crise sanitaire ont été introduites.

Le sentiment de cohésion sociale ne s'est pas érodé durant la crise sanitaire

L'année 2020 se démarque par une hausse du pessimisme vis-à-vis de

l'avenir et par des situations personnelles plus souvent jugées mauvaises, tout particulièrement parmi les jeunes adultes et les personnes qui résident en grande agglomération (Lardeux, Papuchon et Pirus, 2021). Pourtant, malgré les mesures de distanciation sociale, le sentiment d'être bien intégré dans la société³ reste stable depuis 2018 et la perception d'une forte cohésion sociale est renforcée parmi les enquêtés interrogés plus spécifiquement sur la période de crise (graphique 1), comme cela avait pu être observé après le choc provoqué par les attentats de 2015 (Bianquis et Castell, 2018).

Chaque année depuis 2014, environ un quart des répondants estiment que la cohésion sociale est forte⁴ en France « actuellement ». En 2020, ils sont 28 % à le penser et ils sont encore plus nombreux (37 %) quand on les interroge plus spécifiquement sur le contexte de la crise sanitaire. Dans ce cas, la cohésion sociale est jugée importante, notamment par les jeunes de moins de 30 ans (41 % contre 37 % des 30 à 44 ans, 35 % des 45 à 64 ans et 36 % des 65 ans ou plus), par les personnes seules (39 %

ainsi qu'en agglomération parisienne (41 %). En 2020, la part des moins de 30 ans qui considèrent la cohésion sociale forte est supérieure de 15 points lorsque la question porte spécifiquement sur la période écoulée depuis la crise sanitaire (41 % contre 26 % pour une formulation qui ne mentionne pas la crise). L'écart est également très élevé en agglomération parisienne (41 % contre 29 % sans mention de la crise dans la question posée). En revanche, le sentiment d'une cohésion sociale forte est moindre chez les personnes dont la situation financière s'est dégradée depuis la crise quand on les interroge sur la situation actuelle (23 %) et sur la situation depuis la crise (30 %).

Cette perception d'un lien social fort recouvre une dimension de solidarité intergénérationnelle. En 2018, 51 % des répondants estimaient que la solidarité entre générations avait diminué au cours des dix dernières années. Deux ans plus tard, ils ne sont plus que 45 % à le penser et seulement 26 % à estimer qu'elle a diminué depuis la crise sanitaire, tendance qui paraît relativement homogène dans la société⁵.



2. Le Baromètre de la DREES présente la cohésion sociale aux enquêtés comme « la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à associer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation ».

3. Le sentiment d'intégration est mesuré comme la part des répondants qui déclarent être assez ou très bien intégrés à la question suivante : « Avez-vous le sentiment d'être intégré dans la société ?

1. Très bien intégré, 2. Assez bien intégré, 3. Pas bien intégré, 4. Pas du tout intégré, 5. [NSP] ».

4. Dans cette étude, le sentiment d'une cohésion sociale forte rassemble les réponses des enquêtés qui estiment la cohésion sociale « très forte » ou « assez forte », tandis que le sentiment d'une cohésion sociale faible regroupe les opinions selon lesquelles la cohésion sociale n'est « pas très forte » ou « pas du tout forte ». Pour une analyse plus détaillée des modalités de réponse, se reporter à la visualisation en ligne des données du Baromètre sur le site internet de la DREES.

5. Cette évolution provient principalement des réponses de ceux qui estiment la cohésion sociale faible.

ENCADRÉ 1

Le Baromètre d'opinion de la DREES : un outil de suivi conjoncturel depuis 2000

Le Baromètre d'opinion de la DREES suit chaque année depuis 2000, l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale dans l'ensemble de ses dimensions (assurance maladie, retraite, famille, handicap, dépendance, solidarité, lutte contre la pauvreté et l'exclusion) ainsi que sur les inégalités et la cohésion sociale (depuis 2014).

4 002 personnes ont été interrogées en face à face dans le cadre de cette édition du Baromètre, constituant un échantillon représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Cet échantillon est construit selon la méthode des quotas, par sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération. Dans les vagues 2014 à 2019, un échantillon d'environ 3 000 personnes a été interrogé selon une méthodologie strictement identique.

Le caractère annuel et l'ancienneté de ce Baromètre en font un outil de suivi conjoncturel de référence pour appréhender le contexte social et l'évolution des opinions sur les politiques dont le ministère des Solidarités et de la Santé a la charge. En permettant de mettre en parallèle les évolutions perçues et réelles des politiques sanitaires et sociales, le Baromètre apporte un éclairage complémentaire aux travaux menés habituellement par la DREES.

L'enquête 2020 : un terrain réalisé en contexte de crise sanitaire

En 2020, l'enquête s'est déroulée du 19 octobre 2020 au 4 janvier 2021, ce qui situe son lancement sept mois après le début du premier confinement et à une période où l'idée d'une « seconde vague » épidémique est très présente dans l'espace public. Le deuxième confinement, qui a duré du 30 octobre au 15 décembre avec un couvre-feu imposé dans certaines régions dès le 14 octobre, a entraîné l'interruption – brève – de la collecte à la demande de la DREES, du 9 au 19 novembre 2020, afin de vérifier et d'adapter le protocole sanitaire de l'enquête aux nouvelles mesures.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer précisément les conséquences du contexte sanitaire sur le déroulement de l'enquête, les enquêteurs n'ont pas signalé de difficulté particulière sur le terrain, hormis des contretemps plus importants pour l'obtention des rendez-vous à l'approche des fêtes de fin d'année.

Dans cette étude, les variations de l'opinion propres à la crise sont appréhendées de deux manières. D'une part, la comparaison des réponses de 2020 avec celles issues de questions identiques les années antérieures reflète une tendance d'évolution de l'opinion en contexte de crise. D'autre part, un ensemble de questions d'intérêt ont été présentées à la moitié des enquêtés sous leur formulation traditionnelle (par exemple, « Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement : Très forte / Assez forte / Pas très forte / Pas du tout forte ? »), tandis que l'autre moitié a répondu à une version contextualisée sur la période de crise (« Selon vous, depuis la crise du Covid, la cohésion sociale en France est-elle : Très forte / Assez forte / Pas très forte / Pas du tout forte ? »). Les enquêtés ayant été assignés de manière aléatoire à l'une ou à l'autre de ces formulations, l'écart entre les réponses de ces deux groupes peut alors être interprété comme reflétant une variation de l'opinion propre à la mention de la période de crise.

Précautions d'interprétation des enquêtes d'opinion

Les réponses à une enquête d'opinion sont sensibles à la formulation des questions et à leur place dans le questionnaire. Du fait de l'ancienneté et de la stabilité du questionnaire du Baromètre, ses différentes éditions permettent néanmoins des comparaisons entre catégories (selon le revenu, l'âge, etc.) et dans le temps. Toutefois, compte tenu de la taille de l'échantillon, de faibles variations peuvent ne refléter que des imperfections de mesure.

Par souci de simplification, les résultats présentés sont calculés en excluant les réponses « Ne se prononce pas ». Dans les rares cas où celles-ci dépassent 3 % des réponses, une annotation spécifique est ajoutée à la figure concernée ou en note dans le texte.

La crainte de la hausse des inégalités et de la pauvreté se diffuse dans la société

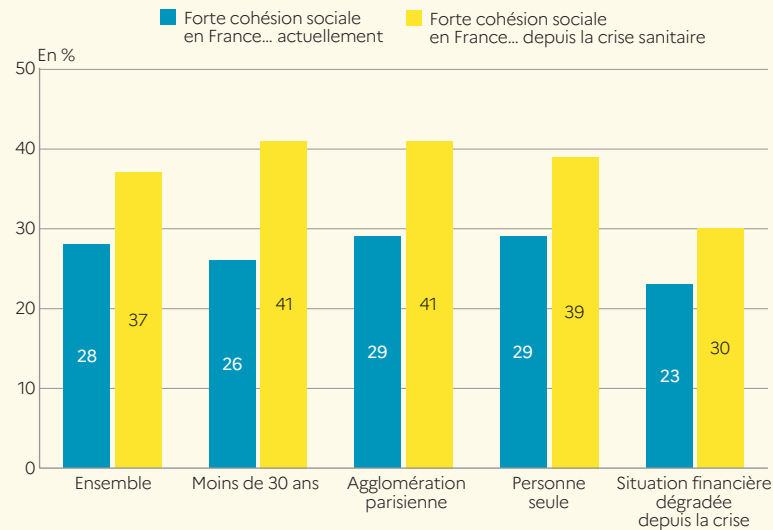
Le Baromètre d'opinion de la DREES présente la notion de cohésion sociale comme la capacité d'une société à réduire les inégalités. De fait, chaque année, les Français qui jugent que la cohésion sociale est faible sont aussi ceux qui anticipent le plus une hausse à venir des inégalités et de la pauvreté. Par rapport aux autres, ils pensent également plus souvent que la société est injuste (80 % contre 65 %) et que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis (59 % contre 38 %). En 2020, 87 % des Français estiment que les inégalités vont augmenter à l'avenir et 93 % que ce sera le cas pour la pauvreté et l'exclusion. Ces parts ont chacune progressé de 5 points par rapport à 2019. Cependant, cette nette hausse provient principalement de répondants qui ressentent une forte cohésion sociale (graphique 2). Ainsi, la crainte d'une dégradation sociale apparaît comme un sentiment qui s'est généralisé au sein de la société, au-delà de l'opinion émise sur la force des liens sociaux.

La confiance envers les scientifiques reste massive, mais s'érode légèrement en 2020

Les Français sont nombreux à se fier aux scientifiques en cas de crise sanitaire⁶ : près de 80 % d'entre eux déclarent qu'on peut avoir confiance dans ce que disent les chercheurs, 85 % dans ce que disent les médecins et même 90 % lorsqu'il s'agit de leur propre médecin (graphique 3). En revanche, moins d'un quart des Français s'en remettent aux journalistes et à peine plus d'un sur dix aux femmes et aux hommes politiques (13 %). Les sites internet et les blogs spécialisés jouissent également d'une confiance relativement faible (moins de 25 %) et les réseaux sociaux sont en fin de liste (10 %). Fin 2020, le niveau de confiance envers les différents canaux d'information reste globalement stable par rapport à 2019 et plus généralement depuis 2015, à l'exception de la confiance à l'égard des chercheurs, qui diminue de 5 points en moyenne, de 6 points parmi les ouvriers et de 7 points parmi les moins de 30 ans. La confiance envers ces canaux d'information n'est pas exclusive et se présente sous forme imbriquée : ceux qui ont confiance dans les réseaux sociaux

GRAPHIQUE 1

Cohésion sociale jugée forte actuellement / depuis la crise sanitaire



Note - Dans la vague 2020 du Baromètre, la moitié des enquêtés ont été interrogés sur la question : « Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement : Très forte / Assez forte / Pas très forte / Pas du tout forte ? » et l'autre moitié sur la question : « Selon vous, depuis la crise du Covid, la cohésion sociale en France est-elle : Très forte / Assez forte / Pas très forte / Pas du tout forte ? ». L'assignation d'un enquêté à l'une ou à l'autre des formulations est réalisée de manière aléatoire.

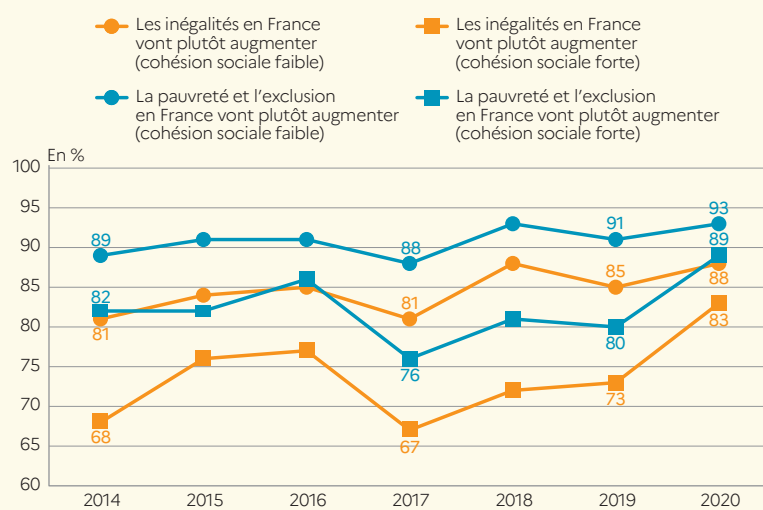
Lecture - En 2020, 28 % des Français estiment la cohésion sociale assez forte ou très forte actuellement et 37 % l'estiment assez forte ou très forte depuis la crise sanitaire liée à la Covid-19. Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 4 % des réponses en 2020 pour chacune des deux formulations de la question sur la cohésion sociale.

Champ - France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source - DREES, Baromètre d'opinion 2020.

GRAPHIQUE 2

Anticipation d'une hausse des inégalités et de la pauvreté selon la perception de la cohésion sociale



Note - Les questions posées chaque année sont : « À l'avenir, pensez-vous que les inégalités en France... ? Vont plutôt augmenter / Vont plutôt diminuer / Resteront stables » et « À l'avenir, pensez-vous que la pauvreté et l'exclusion en France... ? Vont plutôt augmenter / Vont plutôt diminuer / Resteront stables ».

Lecture - En 2020, 88 % des Français qui jugent la cohésion sociale faible estiment que les inégalités vont augmenter à l'avenir. Parmi ceux qui jugent la cohésion sociale forte, ils sont 83 % à formuler la même prédiction.

Champ - France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source - DREES, Baromètre d'opinion 2014-2020.

6. Depuis sa création en 2015, cette question a été posée en 2017, 2019 et 2020. Cette dernière année, les enquêtés ont de plus été interrogés sur leur confiance à l'égard des réseaux sociaux. Par ailleurs, en 2020, seulement la moitié d'entre eux ont été interrogés sur la confiance envers les médecins, tandis que l'autre moitié a été interrogée sur la confiance envers leur propre médecin (généraliste).

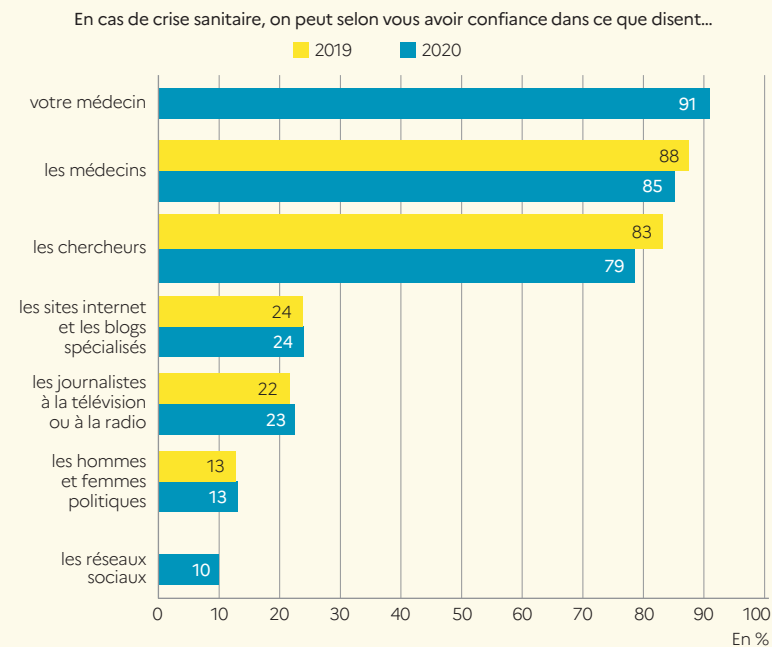
font aussi quasi systématiquement confiance aux médias et aux personnes politiques et ceux qui ont confiance en ces derniers canaux ont également presque toujours confiance dans les scientifiques (encadré 2). Cette structure ordonnée permet de définir un degré de confiance comme le nombre de canaux d'information envers lesquels l'enquêté déclare avoir confiance. Se distinguent alors les personnes qui présentent un degré de confiance nul : près d'un Français sur cinq (19 %) fait ainsi part d'une « défiance généralisée », à la fois envers ce que disent les chercheurs, les responsables politiques, les journalistes et les sites internet. Cette propension au doute est d'autant plus élevée que les répondants ont un faible niveau de vie et qu'ils vivent dans des zones peu densément peuplées (encadré 2). Depuis 2019, la défiance généralisée a augmenté de 4 points en moyenne et plus encore chez les moins de 30 ans (+8 points), en milieu rural (+9 points) et parmi les familles monoparentales (+9 points). Cet accroissement s'explique par le fait que la baisse de la confiance à l'égard des chercheurs n'a pas été compensée par un report de la confiance vers les autres canaux d'information. Il provient exclusivement de répondants qui perçoivent une faible cohésion sociale : si 16 % d'entre eux témoignent d'une défiance généralisée en 2019, ils sont 22 % en 2020 (graphique 4). Au contraire, parmi ceux qui jugent la cohésion sociale forte, la part de ceux qui expriment une défiance généralisée reste relativement stable (12 % en 2019 et 13 % en 2020), tandis que leur confiance envers trois ou quatre canaux d'information tend plutôt à se développer. Les écarts de confiance entre les personnes qui pensent que la cohésion sociale est forte et les autres ont donc augmenté assez nettement en un an, révélant ainsi une polarisation de l'attitude vis-à-vis des discours véhiculés dans la sphère publique.

L'avis des Français sur la gestion de la crise est fortement lié à leur confiance dans les canaux d'information

En 2020, le soutien à l'égard de l'action de l'État et de la Sécurité sociale tend plutôt à se renforcer. La part de Français jugeant qu'il y a trop d'intervention de l'État connaît un véritable décrochage l'année de la crise sanitaire,

GRAPHIQUE 3

Confiance à l'égard des principaux canaux d'information en cas de crise sanitaire



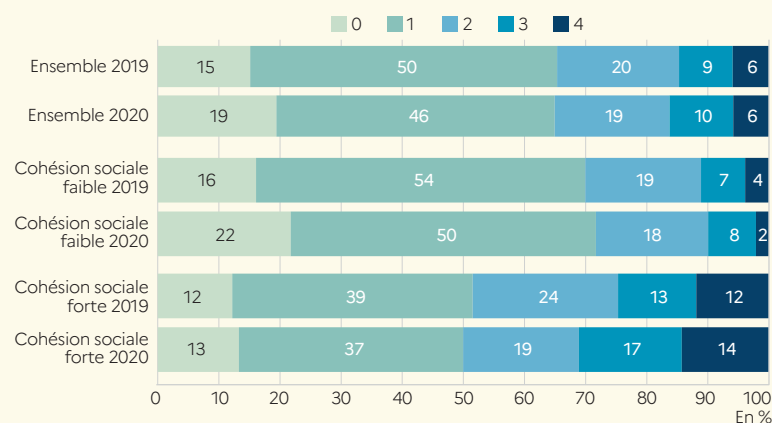
Lecture • En 2020, 85 % des Français déclarent qu'« en cas de crise sanitaire (Covid-19, grippe A, vache folle, amiante, canicule, médiateur...), on peut selon [eux] avoir [plutôt ou tout à fait] confiance dans ce que disent les médecins ». Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente, en 2020, 4 % des réponses lorsque la question porte sur les sites internet et les blogs spécialisés et 3 % des réponses ou moins dans les autres cas.

Champ • France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source • DREES, Baromètre d'opinion 2019-2020.

GRAPHIQUE 4

Degré de confiance en 2019 et 2020



Note • Le degré de confiance est mesuré par le nombre de canaux d'information (de 0 à 4 parmi les chercheurs, les journalistes, les personnes politiques et les sites internet) envers lesquels un répondant déclare qu'on peut avoir confiance en cas de crise sanitaire.

Lecture • En 2020, 19 % des Français déclarent qu'en cas de crise sanitaire (Covid-19, grippe A, vache folle, amiante, canicule, médiateur...), on ne peut selon eux faire confiance ni aux chercheurs, ni aux journalistes, ni aux hommes et femmes politiques, ni aux sites internet. 46 % déclarent qu'on peut avoir confiance en l'un de ces canaux d'information, 19 % qu'on peut avoir confiance en deux canaux, 10 % qu'on peut avoir confiance en trois canaux et 6 % qu'on peut avoir confiance en ces quatre canaux. Le degré de confiance est calculé hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 9 % des réponses en 2019 comme en 2020. L'ampleur de cette non-réponse s'explique par le fait de se restreindre aux enquêtés qui ont répondu à chacune des quatre sous-questions.

Champ • France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

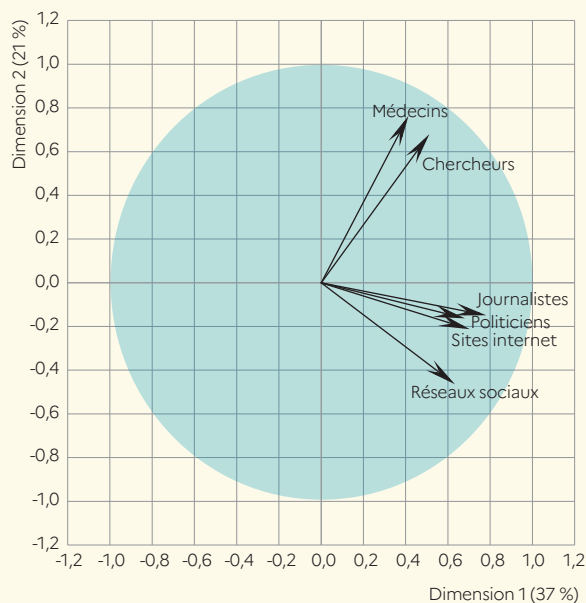
Source • DREES, Baromètre d'opinion 2019-2020.

ENCADRÉ 2

Degré de confiance et défiance généralisée

Chaque année impaire depuis 2015 ainsi qu'en 2020, tous les Français enquêtés par le Baromètre ont été interrogés sur la confiance qu'on peut, selon eux, accorder en cas de crise sanitaire à un panel diversifié d'émetteurs d'opinion et de médias : chercheurs ; journalistes à la télévision ou la radio ; femmes et hommes politiques ; sites internet et blogs spécialisés. En 2020, ils ont de plus été interrogés sur les réseaux sociaux.

Graphique A. Analyse en composantes principales de la confiance en 2020



Lecture - En 2020, l'information relative à la confiance envers les six canaux d'information peut se résumer selon deux axes qui captent conjointement 58 % de la variabilité de ces dimensions de confiance. Trois groupes se distinguent : les scientifiques (médecins et chercheurs), les médias et personnes politiques (journalistes à la télévision ou à la radio, sites internet et blogs spécialisés, femmes et hommes politiques) et les réseaux sociaux.

Champ - France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.
Source - DREES, Baromètre d'opinion 2020.

Une analyse en composantes principales (ACP) permet de dégager les principaux facteurs qui synthétisent l'information relative à la confiance afin de discerner des regroupements pertinents de leaders d'opinion et de médias (graphique A). Ces canaux d'information ne sont pas négativement corrélés entre eux, ce qui signifie qu'une confiance accrue envers l'un d'entre eux ne réduit pas la confiance accordée aux autres. Trois groupes se distinguent : les scientifiques (médecins et chercheurs), les médias et personnes politiques (journalistes à la télévision ou à la radio, sites internet et blogs spécialisés, femmes et hommes politiques) et les réseaux sociaux. L'écartement à angle droit entre scientifiques et réseaux sociaux signifie que ces deux dimensions sont indépendantes : une confiance plus ou moins élevée envers les réseaux sociaux n'altère pas la confiance envers les scientifiques.

Les personnes qui font confiance aux réseaux sociaux sont-elles différentes de celles qui ont confiance en ce que disent les scientifiques, les personnes politiques ou les médias ? Plutôt que par une telle exclusion mutuelle, ces groupes se structurent selon un rapport d'inclusion : les personnes qui font confiance aux réseaux sociaux font aussi confiance aux médias et aux personnes politiques, et celles qui ont confiance en ces derniers canaux d'information font également confiance aux scientifiques¹. Finalement,

le rapport à la confiance distingue deux groupes : d'une part ceux qui font confiance aux scientifiques (91 %) et d'autre part ceux qui n'ont confiance en aucun des six canaux (8 %).

En se fondant sur ce rapport d'inclusion successive des dimensions de la confiance, un *degré de confiance* peut être défini comme le nombre de canaux d'information envers lesquels un répondant déclare qu'on peut avoir « plutôt » ou « tout à fait » confiance en cas de crise sanitaire, indépendamment de la nature de cette institution et de l'intensité de cette confiance (« Oui, tout à fait », « Oui, plutôt », « Non, plutôt pas » ou « Non, pas du tout »). Une attitude peut alors être qualifiée de *déficience généralisée* à l'égard des leaders d'opinion et principaux médias lorsque ce degré de confiance est égal à zéro. L'évolution de cette défiance généralisée renseigne ainsi sur les complémentarités ou substituabilités entre les différentes dimensions de confiance.

Ces indicateurs font écho à des travaux internationaux sur la mesure de la confiance. L'article fondateur de Glaeser, *et al.* (2000) propose un indicateur de confiance construit comme la moyenne de trois questions binaires sur la perception des relations interpersonnelles. Les préconisations de l'OCDE (2017) en vue de mesurer la confiance soulignent l'importance de la constitution d'indicateurs diversifiés et comparables entre pays. L'OCDE propose notamment d'employer une analyse en composantes principales afin de synthétiser 18 dimensions de confiance selon quelques composantes.

Dans l'édition 2020 du Baromètre, seule la moitié des enquêtés ont été interrogés sur la confiance envers les médecins, tandis que l'autre moitié l'a été sur la confiance envers leur propre médecin (généraliste). Afin de conserver l'ensemble de l'échantillon et d'assurer une analyse en évolution, la constitution du degré de confiance exclut les réseaux sociaux, puisque ce canal est introduit en 2020, ainsi que la confiance envers les médecins.

Quel est le profil des personnes défiantes en 2020 ?

Les caractéristiques associées « toutes choses égales par ailleurs² » à un degré de confiance plus ou moins élevé peuvent être déterminées au moyen d'une régression logistique ordonnée. Par souci de parcimonie, on considère un ensemble restreint de caractéristiques observables qui interviennent déjà dans l'analyse statistique menée en amont : âge, type de famille, taille d'agglomération, niveau de diplôme et quintile de niveau de vie. La référence retenue pour cette estimation est une personne seule vivant dans une agglomération de 100 000 habitants ou plus (hors agglomération parisienne), qui est âgée de 45 à 64 ans, a un diplôme inférieur au baccalauréat et appartient au troisième quintile de la distribution des niveaux de vie. Afin de faciliter leur interprétation, les résultats sont ensuite convertis sous la forme de probabilités d'atteindre un certain degré de confiance selon des caractéristiques individuelles.

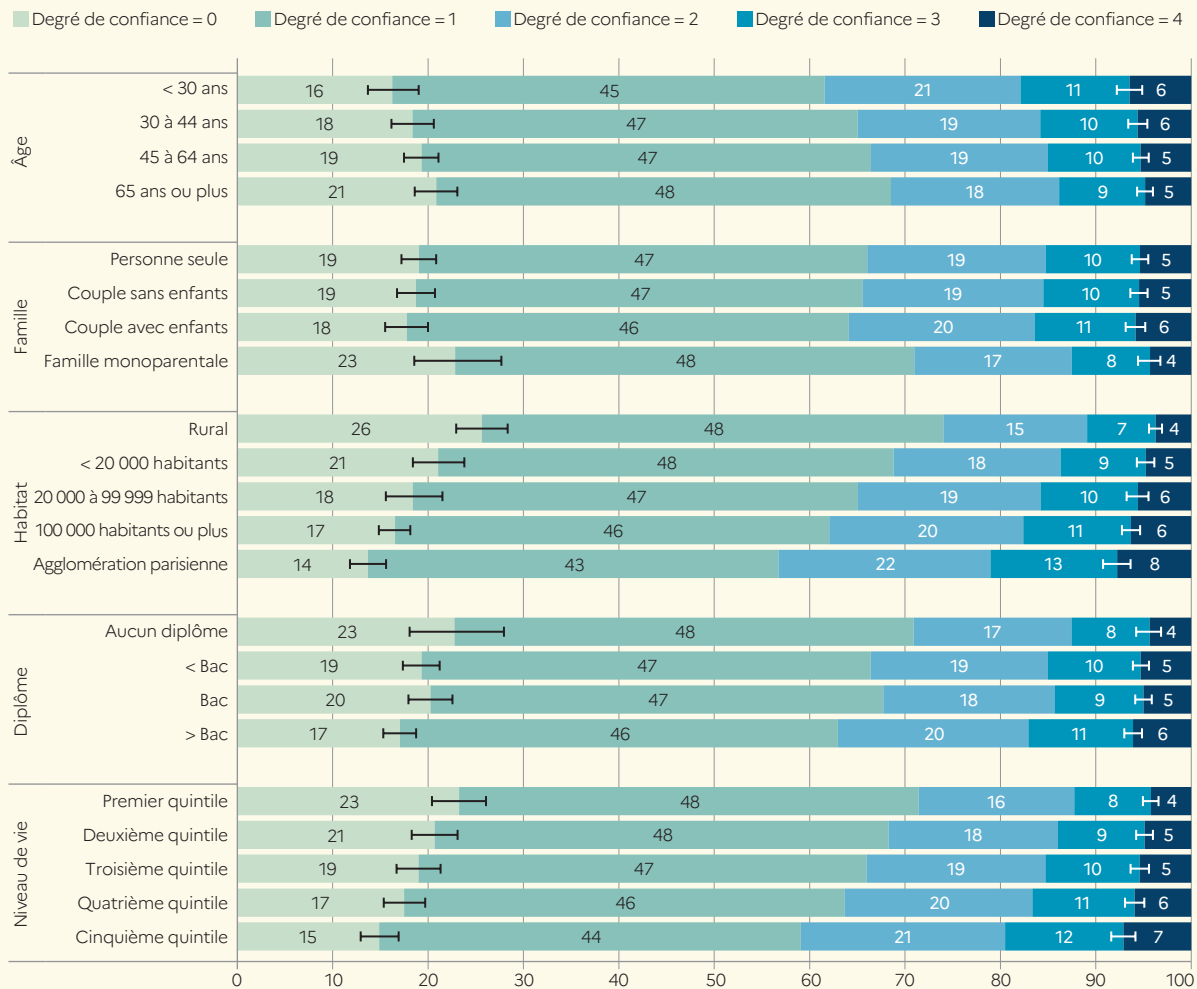
Le niveau de vie et la taille d'agglomération apparaissent comme les dimensions les plus discriminantes en termes de confiance à l'égard des institutions. Toutes choses égales par ailleurs, habiter dans une agglomération plus grande est associé à un degré de confiance significativement plus élevé : une personne résidant en agglomération parisienne a ainsi 14 % de chances de faire part d'une défiance généralisée envers les institutions contre 26 % pour une personne qui habite en milieu rural (graphique B). La confiance s'accroît également significativement selon le niveau de vie, l'appartenance aux 20 % les plus modestes étant associée à une probabilité de défiance généralisée de 23 % contre 15 % pour une appartenance aux 20 % les plus aisés. Ces différences se retrouvent également dans l'analyse de la confiance totale (degré de confiance égal à 4), puisqu'une personne issue des ménages les plus aisés a 7 % de chances de faire confiance à l'ensemble des institutions sur lesquelles elle est interrogée contre 4 % pour une personne issue des ménages les plus modestes.

Une fois que l'on contrôle du niveau de vie et de la taille de l'agglomération, le degré de confiance n'apparaît pas dépendre significativement de l'âge, ni de la structure familiale, ni du niveau de diplôme.

1. 1 % de l'échantillon déclare ne pas avoir confiance en ce que disent les scientifiques et avoir confiance en ce que disent un ou plusieurs autres canaux d'information.

2. De cette manière, les variations de confiance associées à une caractéristique sont mesurées en maintenant fixes toutes les autres caractéristiques prises en compte dans le modèle.

Graphique B. Caractéristiques associées au degré de confiance



Note • Le degré de confiance est mesuré par le nombre de canaux d'information (de 0 à 4 parmi les chercheurs, les journalistes, les personnes politiques et les sites internet) envers lesquels un répondant déclare qu'on peut avoir confiance en cas de crise sanitaire. Les effets de composition sont pris en compte à partir d'un modèle logistique ordonné. Les intervalles de confiance à 95 %, marqués par des segments pour les catégories extrêmes, sont calculés par une procédure de *bootstrap* (10 000 répliques).

Lecture • Toutes choses égales par ailleurs, une personne âgée de moins de 30 ans a 16 % de chances de n'avoir confiance en aucun canal d'information, 45 % de chances d'avoir confiance en un canal d'information, 21 % de chances d'avoir confiance en deux canaux, 11 % de chances d'avoir confiance en trois canaux et 6 % de chances d'avoir confiance en quatre canaux. Le degré de confiance est calculé hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 9 % des réponses en 2020. L'ampleur de cette non-réponse s'explique par le fait de se restreindre aux enquêtés qui ont répondu à chacune des quatre sous-questions.

Champ • France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source • DREES, Baromètre d'opinion 2020.

7. La question relative à la gestion de la crise sanitaire est : « Pensez-vous que la crise du Covid a été bien gérée par... le gouvernement ? / les collectivités locales (commune, département, région) ? Oui, tout à fait / Oui, plutôt / Non, plutôt pas / Non, pas du tout ».

puisque moins d'un Français sur six émet cette opinion en 2020, alors que de 2013 à 2019, ils étaient autour d'un sur quatre à le penser. Les mesures en faveur d'une réduction du déficit de la Sécurité sociale au détriment du maintien des prestations sociales au niveau actuel sont de moins en moins populaires, passant de 47 % d'opinion favorable en 2015 à 39 % en 2019, 36 % en 2020 et même 29 % lorsque le contexte de crise est explicité dans la question posée.

Fin 2020, 23 % des enquêtés déclaraient que la crise sanitaire avait été

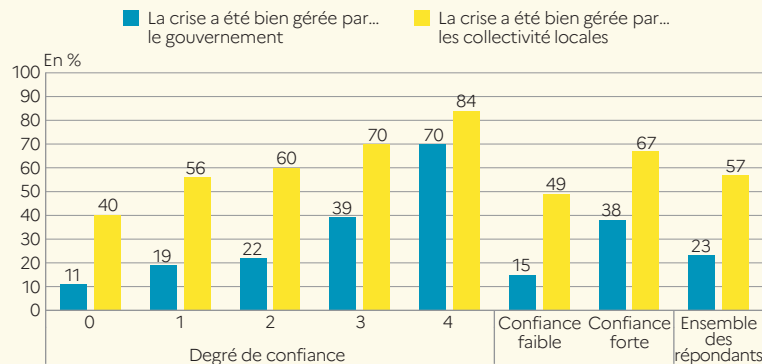
bien gérée par le gouvernement, tandis que 57 % estimaient qu'elle avait été bien gérée par les collectivités locales (commune, département, région) et ce alors même que la confiance dans le discours du personnel politique en cas de crise sanitaire était très basse avant la crise sanitaire⁷. L'opinion portée sur la gestion de la crise est fortement corrélée au « degré de confiance », selon un gradient nettement plus marqué dans le cas de sa gestion par le gouvernement. En effet, parmi les personnes les plus défiantes, seules 11 % jugent que la crise a été bien gérée au niveau

national et 40 % partagent ce jugement au niveau local (graphique 5). Ceux qui pensent que le gouvernement a bien conduit la crise sont deux fois et demie plus nombreux parmi les enquêtés qui trouvent la cohésion sociale forte (38 %) que parmi ceux qui la jugent faible (15 %).

En 2020, 49 % des enquêtés se prononcent en faveur d'une gestion locale de l'autonomie des personnes âgées par les collectivités territoriales plutôt que par l'État avec des règles communes pour tous, ce qui représente une hausse de 6 points par rapport à

GRAPHIQUE 5

Opinion sur la gestion de crise selon le degré de confiance envers les canaux d'information



Note - Le degré de confiance est mesuré par le nombre de canaux d'information (de 0 à 4 parmi les chercheurs, les journalistes, les personnes politiques et les sites internet) envers lesquels un répondant déclare qu'on peut avoir confiance en cas de crise sanitaire.

Lecture - Parmi les répondants qui déclarent qu'on ne peut faire confiance ni aux chercheurs, ni aux journalistes, ni aux personnes politiques, ni aux sites internet, 11 % pensent que la crise du Covid a été bien gérée par le gouvernement et 40 % estiment qu'elle a été bien gérée par les collectivités locales. Le degré de confiance est calculé hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 9 % des réponses en 2020.

Champ - France métropolitaine, personnes âgées de 18 ans ou plus.

Source - DREES, Baromètre d'opinion 2020.

2019. Lorsqu'on les interroge sur le lieu auquel ils ont « personnellement le sentiment d'appartenir avant tout », la part des Français qui s'identifient d'abord à leur département ou à leur région reste stable entre 2018 et 2020 (respectivement 6 % et 16 % en 2020), tandis que la part de ceux qui se rattachent avant tout à leur commune ou à leur quartier a plutôt tendance à légèrement diminuer (-4 points pour atteindre 17 % en 2020) au profit d'un sentiment accru d'appartenance à la France (44 %). L'opinion exprimée, en période de crise sanitaire, en faveur d'une gestion des politiques d'autonomie par les collectivités territoriales ne saurait ainsi s'expliquer par un renforcement de l'attachement local. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

- **Barhouni, M., Jonchery, A., Lombardo, P., et al.** (2020, décembre). Les inégalités sociales à l'épreuve de la crise sanitaire : un bilan du premier confinement. Dans *France, portrait social – édition 2020*, Insee, Insee Références.
- **Bargain, O. Aminjonov, U.** (2020, décembre). Trust and compliance to public health policies in times of COVID-19. *Journal of Public Economics*, 192.
- **Bergeat, M., et al.** (2021, mars). Confinement de novembre-décembre 2020 : une hausse des demandes de soins liés à la santé mentale. DREES, *Études et Résultats*, 1186.
- **Bianquis, G., Castell, L.** (2018, janvier). Les attentats nous terrorisent-ils ? L'impact des attentats du 13 novembre 2015 sur l'opinion publique. DREES, *Les Dossier de la DREES*, 24.
- **Daniele, G., Martinangeli, A.F.M., Passarelli, F., et al.** (2020, août). Wind of change ? Experimental survey evidence on the COVID-19 shock and socio-political attitudes in Europe. *Covid Economics*, 44, pp. 72-153.
- **Fondation Abbé Pierre** (2021, mars). L'état du mal-logement en France 2021. Rapport, 26.
- **Glaeser, E. L., Laibson, D. I., Scheinkman, J. A. et al.** (2000). Measuring Trust. *Quarterly Journal of Economics*. 115(3), pp. 811-846.
- **Hazo, J.-B., Costemalle, V.** (2021, mars). Confinement du printemps 2020 : une hausse des syndromes dépressifs, surtout chez les 15-24 ans. DREES, *Études et Résultats*, 1185.
- **Lafaye, C. G., Kieffer, A.** (2012, mai). Interprétations de la cohésion sociale et perceptions du rôle des institutions de l'État social. *L'Année sociologique*, 62(1), pp. 195-241.
- **Lambert, A., Cayouette-Remblière, J., Guéaut, E., et al.** (2020, juin). Comment voisine-t-on dans la France confinée ? *Population & Sociétés*, 578, pp. 1-4.
- **Lardeux, R., Papuchon, A., Pirus, C.** (2021, juillet). Un sentiment de pauvreté en hausse chez les jeunes adultes fin 2020. DREES, *Études et Résultats*, 1195.
- **OCDE** (2017). *OECD Guidelines on Measuring Trust*. Paris, France : OECD Publishing.
- **Rees-Jones, A., D'Attoma, J., Piolatto, A., et al.** (2020, septembre). Covid-19 changed tastes for safety-net programs. National Bureau of Economic Research, *NBER Working Paper*, 27864.

LA DREES SUR INTERNET

Retrouvez toutes nos publications sur notre site drees.solidarites-sante.gouv.fr
Retrouvez toutes nos données sur data.drees.solidarites-sante.gouv.fr
Pour recevoir nos avis de parution drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/avis-de-parution

Directeur de la publication :
Fabrice Lenglard

Responsable d'édition :
Valérie Bauer-Eubriet

Chargée d'édition :
Élisabeth Castaing

Composition et mise en pages :
Stéphane Jeandet

Conception graphique :
Julie Hiet et Philippe Brulin

Pour toute information :
drees-infos@sante.gouv.fr
Reproduction autorisée sous réserve de la mention des sources • ISSN électronique 1146-9129 • AIP 0001384



STATISTIQUE PUBLIQUE
La DREES fait partie du Service statistique public piloté par l'Insee.